

Entretien avec Julien Brygo, journaliste réalisateur du film photographique : « Profession, domestique »

La surexploitation des travailleurs immigrés n'est plus depuis longtemps l'apanage des pays occidentaux. Beaucoup ont déjà entendu parler, par exemple, des conditions de travail éprouvantes, parfois proches de l'esclavage, que subissent dans certaines monarchies du Golfe des milliers de jeunes femmes originaires d'Asie. Depuis quelques années, le phénomène s'est « professionnalisé » au point que de véritables écoles forment au travail domestique des jeunes Philippines prêtes à émigrer en Amérique du Nord, au Proche-Orient, en Europe ou en Asie pour y trouver un emploi.

Dans son numéro de septembre 2011, le mensuel *Le Monde diplomatique* avait consacré un dossier aux emplois de service à la personne comprenant une enquête de Julien Brygo aux Philippines, relative à la formation des bonnes¹. Quatre ans plus tard, le journaliste-photographe réalise un film photographique, « Profession, domestique » (C-P Productions, 2015), alimenté par des entretiens de terrain et accompagné d'une bande-son originale. Le documen-



taire, lauréat du Prix du public au festival Les Nuits photographiques, met en parallèle deux mondes : celui des écoles d'aides ménagères de Manille, où est reproduit en miniature l'univers des maisons-modèle asiatiques ; et celui des employeurs de domestiques de Hongkong, où règne l'autorité ordinaire de maîtres se percevant comme généreux et charitables. Julien Brygo a accepté de répondre à nos questions.

Le film photographique de Julien Brygo, *Profession domestique* est visible sur ce lien : <https://vimeo.com/55472208>

AFRASE : Vous avez enquêté sur la coopération japonaise au Kenya, sur les traces de la présence impériale en Guinée, les dockers à Dunkerque, les travailleurs migrants ouzbeks

en Russie. Vos reportages sont traversés par les thèmes de l'impérialisme, du travail, des inégalités économiques et de la mondialisation. Comment votre enquête sur les domestiques philippines outremer s'inscrit dans votre parcours et vos questionnements ?

Julien Brygo : J'ai grandi dans une région où, à la campagne, beaucoup de familles employaient des « bonnes à tout faire » qui leur étaient dévouées jusqu'à leur dernier jour de leur vie, acceptant l'autorité, la soumission, une vie de labeur au service de gens fortunés. Lesquels disaient : « On t'aide, la pauvre, sans nous, elle n'aurait rien. » La bourgeoisie flamande a toujours fonctionné avec des domestiques, comme la bourgeoisie partout ailleurs. Ces scènes de campagne m'ont probablement marqué, étant le signe de l'asservissement total d'une personne au service de la reproduction sociale d'une famille. À Paris, les occupantes des chambres de bonne étaient les Portugaises ou les femmes-migrantes de la Creuse ou de l'Auvergne. Quand j'ai réalisé que ce phénomène n'était pas du tout en perte de vitesse et qu'au contraire, selon l'OMS, leur nombre avait bondi de 60 % entre 1995 et 2010, pour dépasser les 52 millions de travailleuses domestiques dans le monde, je me suis dit qu'il y avait là un terrain propice pour continuer de documenter la question de la reproduction des inégalités sociales, celle du capitalisme et de ses mécanismes implacables.

Qu'il s'agisse des Guinéens en France, des Kurdes en Grande-Bretagne, des Latinos aux États-Unis, des Ouzbeks en Russie, des Philippin(e)s en Amérique du Nord ou en Asie du sud, quelque part, il s'agit du même phénomène : comment se fait-il que des gens retournent chez leur oppresseur ? À l'heure où le libre-échange et le libéralisme économique ont conquis d'immenses territoires, je me suis mis à documenter cette guerre économique pour essayer de

montrer les conséquences de cette concurrence de tous contre tous, ces exils impossibles, ces sacrifices de 20, 30, 40 ans parfois toute une vie, pour financer des études à ses enfants, pour faire vivre une famille, pour suivre un chemin qui est devenu une voie rapide du prolétariat mondialisé.

Dans le cas des Philippines, on est devant un État qui a été dominé par l'Espagne et les États-Unis et qui est devenu, par la force, une sorte de pays-larbin de la mondialisation. Sur place, les Zones économiques spéciales sont légion, accueillant des usines de sous-traitants de sous-traitants des multinationales, dédouanées de toute taxe et qui font exécuter des tâches intermédiaires d'assemblage à des armées d'ouvriers sous-payés et privés de droits sociaux². 70 % de l'activité économique est agricole et les provinces sont frappées par la pauvreté en raison de la mainmise des mastodontes de l'agroalimentaire. L'émigration fait partie dans ce pays d'une stratégie nationale assumée depuis les années 1970, au crépuscule du néolibéralisme tel qu'on le connaît aujourd'hui. Pour les femmes, c'est le métier de travailleuse domestique ; pour les hommes, c'est le métier d'ouvrier en bâtiment ou, surtout, de marin. Aujourd'hui, sur les paquebots de marchandises qui arpentent les océans du monde, deux marins sur cinq sont Philippins (aux côtés d'Ukrainiens ou de Bangladais). Ils coûtent moins de 400 euros par mois TTC à des sociétés de transport domiciliées dans des paradis fiscaux. C'est l'autre usine à travailleurs au rabais que la République des Philippines met à disposition des entreprises multinationales.

Convoyer des marchandises fabriquées à bas coût pour les acheminer en super-porte conti-

¹ Julien Brygo, « Profession domestique », *Le Monde diplomatique*, septembre 2011. <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/09/BRYGO/20917>.

² Voir « Voyage autour des zones économiques spéciales », site du photjournaliste Philippe Revelli : <http://philipperevelli.com/asie/philippines/zes-des-philippines/>.

ners vers l'Occident ou repasser les chemises d'un cadre expatrié d'une banque anglo-saxonne installée à Hongkong, ce sont les deux mêmes côtés de la pièce de la globalisation financière, celle des armées de bras qui occupent ces emplois isolés, précaires et soumis à une forte pression sociale. Retracer ces parcours, donner la parole, montrer les mécanismes de la domination sociale ordinaire, c'est ce m'intéresse, davantage que les faits exceptionnels, spectaculaires et finalement anecdotiques. Bourdieu disait tout ce qui est exceptionnel, extraordinaire, hors du commun nous empêche de percevoir les mécanismes ordinaires qui sont à l'œuvre – et qui sont souvent encore plus révélateurs que ce que les cas exceptionnels dévoilent. C'est ce que j'essaie de faire, avec mes armes, la photographie, la prise de son, l'écriture.

AFRASE : Vous avez choisi le format du film photographique. Des images et des commentaires défilent alors que l'on entend les entretiens mêlés à une bande-son, composée à la fois d'éléments musicaux et de bruits issus du quotidien de ces travailleuses. Comment avez-vous procédé lors de l'enquête puis travaillé avec le monteur ? Que pensez-vous que cette forme offre par rapport au reportage filmé ?

JB : C'est un travail documentaire classique. Des images (ici, fixes), du son, des ambiances fabriquées et des boucles musicales. J'ai travaillé avec Antoine Dubost, un ami contrebassiste, pour créer une bande-son qui pourrait au mieux retranscrire cette ambiance faite d'injonctions à

lobéissance et de tirades patronales. Le résultat, ce sont des bruits de travail invisible, la vaisselle, les vitres que l'on frotte, pour incarner l'énergie dépensée chaque jour par des millions de femmes pour assurer à leur employeur une vie où tout sera réglé comme sur les tableaux Excel de Madame ou de Monsieur. J'utilise cette forme de film photographique essentiellement pour des raisons pratiques, l'appareil photographique et l'enregistreur ne pèsent pas lourd par rapport à un dispositif de caméra vidéo. Dans ma pratique du métier de reporter, j'ai toujours été habitué à enregistrer mes interviews et à documenter photographiquement les sujets que je traitais, que ce soit pour *Le Plan B*, pour *Le Monde diplomatique*, pour *Témoignage Chrétien*, pour *Bastamag* ou, il y a longtemps, pour *La Voix du Nord*. J'appelle cela un film photographique, mais c'est un documentaire classique.



Ceci dit, les images étant fixes et leur

durée parfois assez longue, j'ai l'impression que cela laisse davantage de liberté au spectateur, comme si ces scènes immobiles permettaient d'avoir un temps supplémentaire pour se fabriquer sa propre interprétation de l'univers décrit. Le regard a le temps de se balader dans les images et la bande-son fabriquée avec des enregistrements de type radiophonique crée une sorte de vie dans les images qui se succèdent. J'ai aussi intercalé de nombreux textes, qui, s'ils avaient été dits par une voix-off, auraient été oubliés aussitôt. Là, la démarche de lecture permet de marquer différemment l'esprit, il me semble. Au retour des Philippines, le travail avec le monteur a consisté à passer au peigne fin un mon-

À Hongkong, les Philippines représentent une bonne partie du contingent de domestiques, soit quelque 300 000 travailleuses (Indonésiennes, Philippines, Sri-Lankaises, etc.). Bien que bénéficiant d'une législation garantissant un minimum de droits, elles sont souvent isolées et en proie à la violence patronale. Bon nombre d'entre elles ont délégué l'éducation de leurs propres enfants aux grands-mères, pour se consacrer à celle des enfants de leurs employeurs. Pour tenir le coup dans ce « sacrifice » (plus de 100 000 départs par an), les écoles préparent au métier. Techniquement, mais aussi idéologiquement. À l'école Abest, une des 350 du pays, le code de discipline indique que « pleurer porte malheur et que les employeurs n'aiment pas ça ». Le monde est ainsi divisé entre « winners » (ceux qui « acceptent les sermons » de leur employeur) et « losers » (ceux qui « cherchent des excuses »). Pas de syndicat ni même de contact entre travailleuses : « Ne comparez pas votre salaire, vos jours de congé, votre charge de travail, etc., avec ceux des autres bonnes, car les employeurs n'ont pas tous les mêmes exigences. » Selon l'Organisation Internationale du Travail, qui a adopté en 2011 la toute première convention sur le travail domestique, le nombre de travailleuses domestiques a bondi de 60 % entre 1995 et 2010. Ce qui porte leur nombre à plus de 52 millions. Preuve que l'explosion des inégalités crée non seulement de la pauvreté en masse entre « le nord » et « le sud », mais qu'elle parvient également à générer un juteux marché sur ces ruines : celui du travail invisible, dévolu à 98 % aux femmes. Ce sont « les héroïnes des temps modernes », selon l'expression de Mme Gloria Macapagal Arroyo, l'ancienne présidente des Philippines (2001-2010), qui, après l'attaque du Liban par Israël en 2006 – trente mille travailleurs philippins vivaient alors sous les bombes –, a lancé le programme des « superbonnes » – qui a généré l'explosion du nombre de centres de formation dédiés à l'exportation de domestiques prêtes à l'emploi.

Voir l'extrait du manuel Abest reproduit ici <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/09/A/20920> Julien Brygo, Soyez humble, *Le Monde diplomatique*, septembre 2011.

tage préalable que j'avais calqué sur l'article paru dans *Le Monde diplomatique*. Il fallait le talent d'un monteur comme Matthieu Parmentier pour que ces enchaînements maladroits et ces dizaines d'heures de rushes audio parviennent à générer un film, avec des personnages, un mode de narration et son cheminement propre.

AFRASE : Dans votre film, l'une des domestiques interrogée réagit, lorsque vous lui montrez le code de conduite de l'école Abest, manuel de discipline qui conditionne les corps et les émotions, en disant « Ces écoles ne servent qu'à nous rendre serviles et à nous racketter, nous, les "héroïnes modernes" comme nous appellent les hommes politiques philippins. Nous sommes les vaches à lait de l'économie philippine. » Ce genre de réactions est-il immédiat et répandu ou bien avez-vous rencontré plutôt de la réticence à évoquer les

opinions des travailleuses sur leur sort ? Quel état d'esprit avez-vous trouvé chez les domestiques interviewées ? Outre les rassemblements informels, existe-t-il des associations ou des actions qu'elles ont menées pour faire entendre leurs voix ?

JB : Comme souvent dans les processus migratoires, ceux qui migrent ne sont pas les plus pauvres tout en bas de l'échelle sociale mais plutôt les classes moyennes (basses et moyennes), comme dans le cas des Kurdes ou des Afghans qui échouent dans les campements de Calais ou Grande-Synthe. La plupart des travailleuses domestiques exilées à Hongkong, Boston ou Paris ont souvent fait des études, sont diplômées, parlent un bon anglais, ont des parents petits commerçants, salariés, fonctionnaires ou paysans. Dans le film, je photographie l'épreuve de services domestiques de Léa Talabis, une institutrice philippine qui s'est résignée à deve-

nir bonne à tout faire à Hongkong. Elle n'est pas dupe de ce qui l'attend et connaît le prix du « sacrifice ». C'est parce qu'avant elle (et surtout en même temps qu'elle), des centaines de milliers de femmes (des sœurs, des voisines, des amies) ont suivi le même chemin de l'exil domestique. Léa ou Elena, la bonne du Président du syndicat des employeurs de domestiques à Hongkong, ne sont pas dupes des mécanismes qui sont à l'œuvre. Les intermédiaires auxquelles elles sont confrontées lors de cet exil économique, qu'il s'agisse des banques, des agences de placement, des sociétés de recrutement ou des sociétés de transfert de fonds à la Western Union, leur ponctionnent des sommes tellement importantes qu'elles perçoivent cela comme du racket organisé (bien conscient de son déficit de popularité, Western union organise par exemple des concerts de star de la pop philippine à Hongkong les fameux dimanches de congé). L'exportation de domestiques faisant partie d'une stratégie nationale assumée (il y a un guichet spécial à l'aéroport pour les OFW, les Overseas Filipino Workers), ces femmes ont bien conscience de rapporter énormément au pays, par la torsion de leurs poignets. En 2015, 10 % du PIB philippin dépendait des travailleurs expatriés, ce qui place cet archipel de cent millions d'habitants à la troisième place mondiale juste derrière des mastodontes démographiques comme l'Inde et la Chine ! Leur état d'esprit est donc celui du sacrifice permanent.

C'est là que la pratique religieuse et le développement des nouvelles technologies interviennent. Chaque soir, elles « châtent » avec leur famille. Et chaque dimanche, elles prient leur dieu de les aider à supporter leur condition. Ce sont leurs sas de décompression. La prise de conscience est souvent évoquée pendant ces fameux jours de congé, le dimanche, où, pour une fois, elles se retrouvent toutes ensemble et ont l'occasion de faire corps. La semaine, la tra-

vaillouse domestique se range elle-même chaque soir dans le placard qui lui sert de chambre. Ce n'est qu'en parlant entre elles (ce que précisément les codes de discipline leur disent de ne pas faire), qu'elles se rendent compte du degré d'exploitation qu'elles subissent collectivement.

Après, je dirais qu'il faut aussi tenir compte de la double aliénation qui se joue entre les murs des appartements de Hongkong : du côté de l'employeur, qui délègue l'éducation de ses enfants (ou l'assistance des personnes âgées) à une étrangère perçue comme une indigène ; et de l'autre côté, la travailleuse domestique, dont la force de travail est utilisée pour s'occuper d'enfants qui ne sont pas les leurs. À force de devoir s'occuper des enfants de la maison, du nettoyage, du maintien de l'ordre, il y a forcément un sentiment d'appropriation des éléments de l'intérieur, et un savant jeu de transfert affectif avec les enfants, qui peut s'avérer dangereux, d'ailleurs. Beaucoup de domestiques racontent que les choses ont commencé à « mal tourner » lorsque la mère des enfants se rendait compte que les enfants étaient plus proches affectivement de la domestique que de leur propre mère. C'est le revers de la médaille du service à domicile et de la sous-traitance de son confort, pour les employeurs. D'où le turnover assez important qui permet, dans ce paradis libéral qu'est Hongkong, de changer tous les deux ans de domestique en revenant au salaire minimum en vigueur.

Il existe plusieurs syndicats de domestiques, souvent par nationalité. Ils mènent des actions régulières, des manifestations essentiellement symboliques, souvent dans la foulée d'une énième violence physique d'un employeur à l'égard de sa domestique, et parfois, pour défendre une collègue qui, comme la célèbre Sarah Balabagan en 1995, avait fini par poignarder son patron pour garder la vie sauve. Le ministère du travail

à Hongkong reconnaît 25 000 plaintes déposées tous les ans, sur un total de 300 000 domestiques étrangères, ce qui est énorme, compte tenu de toutes celles qui, justement, n'osent pas porter plainte. La capacité d'action de ces syndicats est très limitée étant donné le caractère ultra-individualisé de ces centaines de milliers d'emplois.

Du côté de la petite bourgeoisie de Hongkong, les employeurs manifestent également régulièrement, scandant leur droit à une exploitation régulée. Des centaines d'employeurs hongkongais de domestiques étrangères ont manifesté à plusieurs reprises depuis 2011 contre l'obtention d'un titre de séjour par une domestique philip-

pine. Les domestiques n'ont pu que regarder, ébahies, ces manifestations de conservatisme brutales, ces révoltes de droite qui jaillissent un peu partout – et traduisent une décomplexion de plus en plus grande de la classe dominante liée au niveau historique des inégalités, lesquelles sont perçues comme naturelles, allant de soi. « *Le service, pour les Philippines, c'est dans leurs gènes* », dit par exemple une employeuse expatriée dans un village privé au nord de Hongkong.

Entretien réalisé par
CAROLINE HERBELIN



Photographies extraites du film « Profession, domestique », © Julien Brygo